

Aperçu de la Table ronde numéro 3

animée par Jean-Charles Kollros,
coordinateur des Assises

Le premier tour de table

Pour un premier tour de table, les participants sont invités à s'exprimer sur les résultats de PISA à la lumière de l'organisation des systèmes scolaires et de leur gestion.

Mme Lyon:

Le terme de «management» n'est pas souvent accolé à la réalité scolaire. Je le dis souvent à mes collaborateurs, les responsables de l'enseignement ne sont plus des «primus inter pares» mais bien des managers de l'éducation. Il faut s'habituer à ces termes, parce que du point de vue politique nous avons des comptes à rendre. Pour Vaud, c'est 700 millions de francs par année, pour le DJJ, la transparence est donc de mise. Il faut ensuite des moyens pour assurer l'égalité de traitement. Enfin pour permettre la meilleure gestion possible de proximité, le canton de Vaud va dans le sens d'une enveloppe pédagogique pour chaque établissement, ce qui va permettre de mettre en adéquation les besoins et les moyens, voire de demander des moyens supplémentaires.



Frédéric Wittwer

M. Junta:

Il faut saluer l'initiative du SER qui réunit tous les partenaires pour penser l'avenir des enfants. Quand un étranger regarde la Suisse, il y voit une grande diversité culturelle qui est très appréciée. Par contre, il s'étonne de l'éclatement des systèmes scolaires. Les grandes entreprises ont leur propre centre de formation, les petites PME ont plus de peine à assurer une formation (manque de moyens et de temps). Quelles sont donc les exigences et les attentes des entreprises? Que les jeunes soient capables de se débrouiller seuls, qu'ils aient envie d'apprendre, qu'ils sachent s'adapter, qu'ils sachent parler trois langues, bref qu'ils soient préparés pour la vie.

Mme Seydoux:

Ce qui est intéressant suite aux résultats de PISA, ce sont les conséquences qu'on peut en tirer au niveau de la politique scolaire. Vu les performances moyennes de l'école en Suisse, il est temps de proclamer l'éducation nationale «priorité nationale», et de lui allouer les moyens nécessaires. Je serais favorable à la création d'un département fédéral indépendant de l'éducation et de la formation professionnelle. D'autre part, il est urgent de recréer un climat de confiance et de respect envers et à l'intérieur de l'institution scolaire. Cela passe par une redéfinition des objectifs et un réel partenariat entre école et parents d'élèves, dans lequel il y ait «écoute» et pas seulement «entente». La collaboration et la coordination doivent être élargies tant en Romandie qu'au niveau Suisse. On peut continuer à développer le droit concordataire, mais on peut aussi transférer certaines compétences à la Confédération. J'y suis favorable, mais avec une délégation de compétences aux conférences régionales pour qu'elles puissent faire valoir les particularités, linguistiques notamment. Il



Anne-Catherine Lyon

est urgent d'agir pour garantir une formation de qualité à nos enfants dans un monde globalisé où la compétition est sans pitié.

M. Moreau:

L'enquête PISA même avec des réserves est une opportunité exceptionnelle pour comparer les résultats des systèmes scolaires cantonaux. Cette comparaison entre cantons est pertinente, parce que les cantons sont culturellement très proches, plus qu'avec d'autres pays. Les aspects socio-économiques ou linguistiques n'expliquent pas tout. Les élèves les plus défavorisés n'ont pas les mêmes performances suivant les systèmes scolaires. C'est donc le système scolaire qui est mis en cause. On est par ailleurs surpris par l'ampleur du poids de l'origine socio-économique. Bien des recherches sont en cours pour affiner ces analyses, et les prochains PISA nous apporteront encore d'autres éléments.

M. Wittwer:

J'ai été mis en garde au début de mon mandat sur l'imminente publication des résultats PISA. J'ai estimé que



Jean Moreau

c'était une chance de pouvoir disposer d'un outil aussi puissant. La culture de l'évaluation se développe. Mais il ne s'agit ni d'une culture de la mesure, ni d'une culture de la démesure. PISA comporte pour Genève un certain nombre de «mines». Par exemple: qu'on affirme que c'est à cause des réformes que l'école va mal. A Genève, les résultats ne nous ont pas surpris notamment à propos des élèves qui «passent» au travers de la scolarité sans maîtriser les compétences de base. Ce sont des constats que nous avons faits et que PISA met en lumière de façon très spectaculaire.

Il y a un gros problème de compréhension et d'explication puisqu'on attribue aux projets d'innovation des résultats qui leur sont antérieurs et qui justement ont motivé leur développement. Le problème subsiste de l'adéquation entre ressources et résultats.



Anne Seydoux

« On attribue aux projets d'innovation des résultats qui leur sont antérieurs et qui justement ont motivé leur développement »

Genève investit beaucoup. Nous sommes fiers et satisfaits du volume de ressources que Genève engage. Nous ne sommes pas certains par contre que leur utilisation soit toujours la meilleure. PISA va nous aider à réallouer les ressources pour être plus efficaces (par ex. pour l'apprentissage de la lecture). Nous attendons des précisions aussi, qui seront fournies par les analyses complémentaires, elles vont nous aider à mieux coller aux principes de réalité.

J. Daniélou:

Comme la publicité d'une célèbre crème-dessert nous y invite, on aurait tous envie aujourd'hui de se lever pour la Finlande. Pourtant, il me semble que rien ne serait pire qu'une sorte de copier-coller du modèle finlandais, qui ne serait pas dans la zone maximale de développement des parents, des enseignants et du monde politique. Il ne faudrait pas non plus que ce qui reste de cette journée soit une «détestation» de nos systèmes cantonaux et de nos approches romandes.

On a fort peu parlé de l'effet enseignant et il est délicat de s'occuper de l'effet enseignant. Il reste à inventer des indicateurs de la passion, de l'empathie, du relationnel, du burn out (remarquons que c'est le seul indicateur du relationnel, et cela veut peut-être dire quelque chose). Il nous reste aussi à nous interroger sur les systèmes, les filières de formation. Les enseignants agissent dans des contraintes qu'ils ne maîtrisent pas toujours et avec lesquelles ils ne sont pas toujours d'accord. Je pense qu'il faut aussi interroger l'autonomie des établissements. Nos collègues craignent le danger de mettre les établissements en concurrence.



Jacques Daniélou

Nous voyons des avantages à aller dans le sens de l'autonomie des établissements, mais il faut des garde-fous (garantie d'équité, moyens de régulation, type de démocratie interne, d'évaluation interne et externe, etc.). Se pose aussi la question de la filière unique. Les enseignants n'en sont pas les premiers chantres. Comment donc l'induire et comment la promouvoir auprès des enseignants et surtout auprès des parents?

Les questions du public

Les acteurs principaux de l'école (parents, élèves enseignants) ont très peu de pouvoir. Comment alors améliorer l'école?

Mme Seydoux:

On parle beaucoup du partenariat, mais dans les faits on n'a pas vu grand-chose. Le point d'achoppement c'est évidemment le pouvoir. Tant qu'on nous demande de faire des gâteaux, ça va, mais si nous voulons avoir quelque chose à dire sur un dysfonctionnement, rien ne va plus. Pour que le partenariat devienne réalité, il faut qu'il soit institutionnalisé.

Mme Lyon:

Nous sommes en train d'étudier la possibilité de donner aux parents la décision finale en matière d'orientation. C'est une marque d'importance donnée aux parents. Nous avons

«Le partenariat doit être développé, mais il ne doit pas s'agir de cogestion»

aussi l'ambition de faire muer les commissions scolaires en conseils d'établissement. Mais il faut quand même aujourd'hui constater une relation de qualité entre parents et enseignants, sur 6500 décisions d'orientation, il n'y a eu cette année que 30 recours. Le partenariat doit être développé, mais il ne doit pas s'agir de cogestion.

M. Daniélou:

Les méfiances entre parents et enseignants sont encore très fortes. L'évolution du système d'évaluation pourrait être une occasion de discussion et d'accord, si l'on dépassait les notes. La tension naît quand les compétences professionnelles ne sont pas reconnues. On reconnaît les compétences professionnelles dans beaucoup de métiers, on a du mal à reconnaître celles des enseignants.

Je confirme la méfiance entre parents et enseignants, mais je crois que le plus grave est le manque de considération pour l'institution. J'ai bien entendu ce



Jean-Charles Kollros

qui se fait en Finlande, sans faire du copier-coller, il y a des leçons à prendre. Sur la question des ressources, je signale les coupes budgétaires qui sont prévues en Valais, et qui vont poser de sérieux problèmes.

En Finlande, il y a une variable «nationale» (sentiment d'appartenance) qui semble être aussi un facteur important.

Il y a un élément qui doit être pris en compte: c'est le quartier. Hors de l'école, il doit y avoir une prise en charge des enfants à difficulté.

M. Seydoux:

Il n'y a rien de prévu non plus pour les familles en difficulté. On attend qu'une catastrophe se produise avant d'aider des gens. Il devrait y avoir un travail de prévention qui se fasse.

M. Junta:

Dans le privé, il y a des structures qui existent. L'association «Le Châtelard» par exemple. L'initiative de chacun est importante. Si on veut progresser, il faut se demander ce que chacun peut faire.

M. Kollros:

Pour un renouveau du fédéralisme, on pourrait penser à la création d'un observatoire romand de l'éducation.

Mme Lyon:

J'aimerais mettre en garde contre la xénophobie, parce que j'ai cru entendre des réactions. Le problème de la langue est un paramètre, et les cantons villes ont des problèmes d'immigration importants mais il faut être très prudent dans cette analyse, ce n'est qu'un élément parmi d'autres.

M. Wittwer:

Nous devons mettre en place des structures spéciales pour les élèves en échec à la fin de la scolarité obligatoire. Les échecs viennent souvent d'un «décrochage scolaire» qu'il conviendrait d'étudier.

L'autonomie des établissements, les enveloppes pédagogiques ne vont-elles pas pousser les établissements à recourir au privé (dérives)?

Mme Lyon:

Je ne vois pas le mal partout. L'autonomie est importante pour les projets



Giovanni Junta

«On reconnaît les compétences professionnelles dans beaucoup de métiers, on a du mal à reconnaître celles des enseignants»

pédagogiques. Le contrôle démocratique existe et il n'y aura pas de «sponsors» pour les écoles.

Il faut penser aux gens qui sont sortis de l'école obligatoire sans maîtrise suffisante de la lecture. L'association «Lire et Écrire» s'en occupe, ne serait-il pas important d'investir pour ces gens?

J'aurais bien voulu avoir plus de détails sur l'école finlandaise, quelles mesures pédagogiques?

Mme Antilla:

Je vais peut-être vous choquer, mais les enfants finlandais ne commencent l'école obligatoire qu'à 7 ans. Je me dis qu'ils sont peut-être plus mûrs et réussissent peut-être mieux après. Le nombre maximum d'élèves par classe est de 24 et d'importantes mesures de soutien sont investies.